

Ethique et financement solidaire du développement économique au Maroc*

La finalité première d'une politique de développement est l'amélioration du niveau de vie des populations. L'expérience de plusieurs pays montre qu'il est impossible de réaliser cette amélioration par l'intervention directe des services de l'Etat ou en comptant sur la seule initiative privée. En effet, sans la mobilisation des populations sur un programme clair et sans leur adhésion, il est illusoire de s'attendre à la réussite des actions envisagées. Si, aujourd'hui, les moyens financiers de l'Etat ne lui permettent plus de réaliser directement des programmes d'investissement, et face à la faible initiative du secteur privé, le rôle premier de la puissance publique, épaulée par les élus et par la société civile, consiste, outre la préparation et le contrôle de l'application des textes juridiques, à aider les populations à se prendre en charge, et non seulement à les assister, et ce pour gagner leur mobilisation qui est la seule garantie réelle de la réussite d'opérations du type de celles suggérées dans le présent article.

Cette mobilisation requiert également le respect des croyances de ces populations et la définition de programmes s'inscrivant dans la même lignée que les pratiques de gestion ancrées dans leurs traditions et coutumes formées à travers l'histoire.

Mots-clés

Ethique, solidarité, développement, économie solidaire, morale, financement, crédit, valeurs, population, communautés, tradition, gouvernance, participation, encadrement, mobilisation.

Lahcen Sbaï El Idrissi

Chef de Division au
ministère des Finances
(Lahcensbai@yahoo.fr)

* Cet article reprend le texte d'une communication présentée à la troisième rencontre internationale de l'Observatoire de la finance de Genève, organisée à Bossey, en Suisse, du 30 septembre au 2 octobre 2004, et qui avait pour thème : Ethique, finance et responsabilité.

Introduction

La question des rapports entre l'éthique et l'économie intéresse de plus en plus les économistes. Mais, jusqu'à une date récente et sous l'effet de l'autonomisation de la science économique comme discipline, celle-ci a coupé les liens avec les sciences humaines. Cherchant à s'affirmer et à asseoir sa scientificité, elle s'est ainsi davantage rapprochée des mathématiques et de la statistique que de la sociologie, de l'histoire ou de l'anthropologie. L'économie politique faisait pourtant partie de la science morale, Adam Smith a ainsi écrit, avant son œuvre-maîtresse *la Richesse des nations*, un

livre qui connaît aujourd'hui un regain d'intérêt : *la Théorie des sentiments moraux*. Les débats récents, internes à la discipline économique, cherchent d'ailleurs à renouer avec cette tradition smithienne.

Toutefois, et bien avant Adam Smith, les questions morales et d'éthique ont figuré au cœur de la recherche en matière économique, matière qui se rapporte à l'une des activités humaines où le respect des règles morales et de déontologie est déterminant, eu égard aux conséquences que le comportement économique de l'homme peut avoir, tant sur l'ordre économique et social que sur l'environnement naturel.

La réappropriation de l'éthique et des règles morales par la science économique ne représente donc qu'un retour aux sources. Les valeurs sont, en effet, au cœur de la vie du citoyen, en tant qu'acteur social et qu'agent économique ; elles constituent le fondement du contrat social et influent sur l'action d'une personne ou d'une collectivité. En effet, « la notion de responsabilité sociale se fonde sur la reconnaissance du fait que la vie des individus en société entraîne des interdépendances, ce qui implique des obligations réciproques liées aux relations économiques, politiques et sociales qu'ils entretiennent mutuellement. La prise en compte de cette interdépendance n'est pas nouvelle, et elle remonte aux écrits philosophiques d'auteurs tels qu'Emmanuel Kant et Adam Smith » (Sen, 2003, p. 119-120).

La coupure avec l'éthique a fait perdre à la science économique son caractère de science sociale et humaine, et l'économie du développement, fruit de cette vision de l'économie, s'est attaqué aux problèmes du développement en faisant fi des spécificités des peuples dont elle cherchait à améliorer le sort. Elle a ainsi tenté de changer la situation des pays en développement à l'aide de programmes inspirés de modèles, certes rationnels, mais édifiés sur des hypothèses et des concepts réducteurs. L'échec de ces programmes augmenta encore plus l'intérêt porté aux relations entre l'éthique et le développement économique et incita les économistes à se départir des conceptions réductionnistes du développement et de la globalisation, comme il ressort de plusieurs écrits, notamment ceux d'Armatya Sen (2002, 2003) et de Joseph Stiglitz (2002) (1).

Armatya Sen a ainsi précisé à ceux qui sont venus lui demander son avis, au sujet d'un placement de fonds, qu'il n'avait pas de conseil à donner aux gens qui lui demandent comment placer leur argent, parce qu'il s'intéressait essentiellement au sort de ceux qui n'ont pas d'argent à placer (Saint-Upéry, 2003, p. 7). Et ce sont ces gens-là qui représentent la majorité des hommes aujourd'hui. Mais le paradoxe est que même si nous vivons à une époque où les hommes ont accédé à un stade jamais atteint par le passé, les prodigieux progrès de la science et des techniques n'ont pas permis de vaincre la famine, les maladies infectieuses et l'analphabétisme. Bien plus, l'uniformisation du monde, produit de la globalisation, n'a fait qu'accroître les inégalités et aggraver les déficits sociaux.

(1) Mais aussi et surtout, concernant notre thème, la préface qu'il a rédigée avec Gerald M. Meir, du livre édité en novembre 2002 par la Banque mondiale.

On ne peut, face à cette situation, que s'étonner de l'inaction et de l'immobilisme des élites de nos pays qui se résignent, par une fatalité dont les auteurs se présentent pourtant comme les défenseurs de la modernité, tournant le dos aux véritables problèmes et offrant, du même coup, le terrain aux extrémismes et aux déviations de tout acabit. Cette situation est compliquée par la faiblesse des marges de manœuvre en matière financière et budgétaire, alors que les besoins des populations ne cessent de croître. Dans ces conditions et en l'absence d'idées véritablement novatrices, les formules de solidarité se multiplient ça et là, grâce à l'éclosion de sociétés civiles nationales et mondiale, formules qui ont le mérite de sauver des millions d'êtres humains exclus de la machine économique moderne, mais qui ne pourront toutefois jamais suppléer le travail en profondeur, assurant l'implication des populations concernées, aussi bien dans le choix de solutions à leur situation que dans la mise en œuvre de programmes ciblés tendant à leur assurer un niveau de vie digne de l'humanité de ce début de millénaire.

Les pistes de recherche proposées dans cet article s'inscrivent dans cette perspective. Nous pensons, en effet, que pour améliorer le niveau de développement du Maroc, il est nécessaire de réfléchir à des formules qui tiennent compte des spécificités du pays, notamment de celles des populations les plus fragiles, exclues des bénéfices de cette mondialisation tant décriée, qui vivent le plus souvent dans le monde rural dans les régions les plus reculées du pays.

Mais, il faut préciser qu'il y a, d'ores et déjà, des choses qui se font, sur le terrain, et qui s'inscrivent dans la perspective de l'édification d'une économie et de finances solidaires. Les actions proposées par cet article visent à élargir davantage le champ de ces dernières, et à les compléter par d'autres dont la mise en œuvre dans des secteurs considérés comme stratégiques au Maroc pourrait à participer la réalisation de ce mythe du développement tant recherché.

1. Les acteurs principaux de l'économie et des finances solidaires au Maroc

Le secteur de l'économie solidaire ne s'est pas formé suite à une décision de telle ou telle instance politique ou économique. Il est plutôt le produit d'une évolution historique de la société marocaine après l'indépendance. Constitué d'associations, de coopératives, de mutuelles, de fondations et, tout récemment de structures de distribution et de gestion du micro-crédit, ce secteur joue un rôle de plus en plus actif dans le pays (Aït Haddouth et Jaouad, 2003).

Le tissu associatif

Constituées dans le cadre d'un dahir portant loi daté de 1958, les associations interviennent dans divers secteurs et activités socio-économiques et culturelles. Celles dont l'objet se rapproche de l'économie

solidaire agissent en matière de lutte contre le chômage et la pauvreté, d'aide à l'enfance en situation difficile, à la femme en détresse, à l'accès aux services sociaux de base tels que la santé, l'hygiène, la nutrition, l'eau, l'éducation, etc. Certaines de ces associations se sont érigées en véritables partenaires de l'Etat, de collectivités locales ou d'organismes internationaux comme la Banque mondiale, le PNUD et la FAO. Par leur action nationale et régionale, elles contribuent à la résorption des déficits sociaux grâce au lancement de campagnes d'alphabétisation, au développement d'entreprises et d'activités à forte intensité en main-d'œuvre, à la création d'entités de financement alternatif, à l'insertion des handicapés et des enfants de la rue, et à l'intégration de la femme dans le tissu économique, social et culturel.

Les coopératives

Les coopératives ont été créées pour l'essentiel dans trois secteurs : l'agriculture (63 % du total), l'habitat (21 %) et l'artisanat (12 %). Elles ont connu une évolution importante au cours de la dernière décennie, où leur nombre s'est accru, en moyenne, de 12% par an. Les coopératives constituent un chantier important de mobilisation des ressources humaines.

Le secteur mutualiste

Régi par un dahir portant loi de 1963, ce secteur englobe les assurances et les sociétés de cautionnement mutuel, groupements à but non lucratif qui, au moyen des cotisations de leurs membres, se proposent de mener, dans l'intérêt de ceux-ci ou de leur famille, une action de prévoyance, de solidarité et d'entraide tendant à la couverture des risques. Sur les 52 mutuelles qui existent actuellement, 26 interviennent dans la couverture sociale, dont 9 du secteur public avec plus d'un million d'adhérents et quelque 3 millions de bénéficiaires. Les sociétés mutuelles opérant dans les domaines de prévoyance et de solidarité comptent 22 sociétés avec plus de 25 000 adhérents ; elles interviennent dans des secteurs tels que le transport, l'artisanat et la pêche côtière, par le biais de petites et moyennes entreprises.

La Fondation Mohammed V pour la solidarité

Au cours des quatre dernières années, et sous l'imputation du Roi Mohammed VI, cette fondation apparaît désormais comme l'entité la plus active au Maroc en matière de solidarité. Elle lance chaque année une campagne nationale de solidarité. Les actions financées par cette fondation ont nécessité, au cours des quatre dernières années, près de 1,2 milliard de dirhams. Elles ont porté sur l'alphabétisation, la rénovation ou la construction d'hôpitaux et de centres sociaux, le lancement de coopératives, le soutien à des associations. Et chaque année la Fondation lance l'opération Ramadan qui consiste à allouer des denrées alimentaires et des repas aux nécessiteux.

Les fonds humanitaires

Le système bancaire a lancé, au cours des dernières années, des fonds humanitaires, comme c'est le cas de la Fondation Wafa Bank. Ces fonds se proposent de moderniser l'acte caritatif. En empruntant les chemins informels, les dons de personne à personne empêchent parfois les donateurs de connaître l'emploi effectif de leurs dons. Les bénéficiaires de ces fonds sont des associations sélectionnées et contrôlées. Ces fonds sont constitués du FCP Cap Solidarité, FCP générosité et FCP Attakafoul. Leur encours est relativement faible en raison de la nouveauté de la formule et du fait que le concept de fonds humanitaire n'est pas encore entré dans les mœurs des donateurs marocains (2).

Pour sa part la Fondation BMCE Bank, reconnue d'utilité publique, a pour mission de contribuer à la préservation de l'environnement ainsi qu'à la promotion de l'éducation intégrée au développement durable au Maroc. Cette fondation s'est fixé comme objectif la construction de mille et une écoles en l'espace de dix années avec priorité aux zones les plus pauvres du pays. Le financement est assuré grâce au FCP Medersat.com auquel les donateurs sont invités à participer et dont les revenus des placements sont versés à la Fondation BMCE Bank pour lui permettre de financer ses opérations. Le fond est géré par BMCE Capital Gestion qui participe à cet investissement socialement responsable en rétrocédant 50 % des frais de gestion du fonds à la fondation BMCE Bank (3).

Le lancement des Fonds humanitaires constitue une initiative louable qui doit être mieux médiatisée et généralisée à toutes les composantes du système bancaire, car il faut dire qu'aujourd'hui, c'est davantage par les opérations de micro crédit que par les fonds humanitaires que les banques interviennent dans le domaine de l'économie sociale et solidaire.

Les organismes de micro-crédit

Pour encourager le développement du micro-crédit, la loi a prévu un appui financier de l'Etat aux douze associations intervenant en la matière et des exonérations fiscales pour cinq ans, tant à leur profit que pour les donateurs. L'objectif de ces incitations est d'aider les associations de micro-crédit durant les premières années de leur activité et de les inciter à atteindre une autosuffisance financière. Mais la loi met à la charge de ces associations un ensemble d'obligations de gestion, d'information et de contrôle et ce pour atteindre plus de transparence dans leur gestion. Ainsi, ces associations sont tenues de réintégrer leurs excédents d'exploitation et de les affecter, de même que toutes les subventions publiques que l'Etat leur aura concédées pour la réalisation de leur objet, à savoir l'octroi de micro-crédits. Elles doivent également tenir une comptabilité régulière, procéder annuellement à un audit externe de leur gestion et respecter la réglementation prudentielle.

(2) *La Nouvelle tribune* (2003), numéro spécial : « La solidarité exigence de l'heure », du 17-23 juillet 2003.

(3) *Idem.*

A fin décembre 2003, l'activité des associations de micro-crédit a été marquée par une progression de l'encours des prêts octroyés, qui s'est établi à 470 millions de dirhams, et par une croissance du nombre des bénéficiaires. La répartition de ces crédits selon la nature des activités financées fait ressortir que le secteur de l'agriculture vient en première position, avec 41 % du total du nombre des bénéficiaires contre 12 % à fin 2002, suivi par le secteur du commerce avec 17 %. Les secteurs de l'artisanat et du textile représentent respectivement 14 % et 13 % du total des bénéficiaires.

Les financements extérieurs des activités de micro-crédit sont constitués d'un don du gouvernement américain, à travers l'USAID, d'un montant de 15,5 M\$ US, d'un don du PNUD de 1,5 M\$ US, d'un don du Fonds arabe pour le développement économique et social de 300 000 dinars koweïtiens. Outre les exonérations ci-dessus mentionnées, le financement intérieur est constitué d'une dotation du Fonds Hassan II pour le développement économique et social d'un montant global de 100 millions de dirhams, affectés à l'alimentation des fonds de prêts de neuf associations de micro-crédit.

Le micro crédit pourra être développé mais il devrait être orienté davantage vers des activités productives du secteur agricole et de l'artisanat que vers les seules activités commerciales.

2. Pour des programmes conformes aux valeurs des populations

Les programmes présentés ci-dessus ont créé une dynamique nouvelle au sein des groupes bénéficiaires et ont permis de raviver certaines des valeurs traditionnelles de la société marocaine, valeurs qui permettent à cette société de résister à la déculturation et à l'uniformisation. Cinquante ans après l'indépendance du pays, il serait intéressant de renouer avec les pratiques et l'organisation sociale, produit de ces valeurs, qui ont façonné, depuis des siècles, la société et l'économie marocaines. Une partie non négligeable de ces traditions a cependant été marginalisée depuis que les structures économiques ont été façonnées dans le but d'intégrer l'économie marocaine à celle de la France, d'abord, et à l'économie mondiale, ensuite. Le Maroc a ainsi vécu, de 1912 à 1955, avec une économie à deux vitesses et une dualité qui se retrouve jusque dans ces villes où l'ancienne médina côtoie la ville européenne.

Le secteur moderne, ouvert à la technologie et au savoir-faire occidental, a bénéficié de programmes d'investissement et de la formation de jeunes qui ont pu démontrer un potentiel et des capacités comparables à ceux que l'on trouve dans des pays développés. Le secteur traditionnel, que l'on retrouve notamment dans ce que l'administration coloniale appelait « le Maroc inutile », a par contre été complètement délaissé. Et c'est cette partie là qui nous intéresse le plus ici et à laquelle nous pensons qu'il est temps de réfléchir, le plus sérieusement du monde, pour améliorer sa situation et lui permettre d'être un vecteur du développement, et non plus un fardeau constitué d'une

masse d'assistés qui attendent les secours et les aides, et qui ne sont pas en mesure de s'assumer et de prendre leurs responsabilités.

Les actions en faveur des populations de ces régions pourraient prendre la forme d'une exploitation communautaire des terres collectives, de l'institution de villages communautaires de pêcheurs, de la revitalisation des corporations dans l'artisanat et la petite industrie et de l'ouverture de gîtes ruraux et de chambres d'hôtes conformément à nos traditions séculaires d'hospitalité.

L'exploitation communautaire des terres collectives, des pratiques à revitaliser

Le secteur agricole contribue pour près de 20 % à la formation du produit intérieur brut, de 35 % dans l'emploi national et de 25 % aux échanges extérieurs. La croissance du produit intérieur brut du Maroc est donc encore largement tributaire de l'agriculture dont les performances dépendent d'une pluviosité irrégulière.

L'une des caractéristiques structurelles de l'agriculture marocaine réside dans sa nature dualiste, avec l'existence d'une agriculture traditionnelle, d'une part, et d'une agriculture moderne issue des grands domaines de l'époque du protectorat, d'autre part. Elle fonctionne donc à deux vitesses :

- L'agriculture vivrière, zone bour (culture sèche) ou de petite hydraulique, caractérisée par la pauvreté des moyens de production et la médiocrité des rendements. Négligée, bien que regroupant la majorité des surfaces cultivées et des hommes, elle occupe les trois quarts de la surface cultivée des plaines et des collines. La médiocrité de ses rendements s'explique à la fois par la faiblesse et l'irrégularité des précipitations et par les méthodes de travail et d'exploitation de faible niveau technique. La fragilité économique et sociale des exploitations tient aussi à l'inégale répartition de la surface agricole utile. 5 % des exploitants contrôlent 40 % des terres *melk*, ou de propriété privée, 57 % des foyers ruraux sont propriétaires d'exploitations de moins de 5 hectares, très morcelées, tandis que 25 % des exploitants ne possèdent pas de terre.

- L'agriculture moderne, dynamique et performante, objet de toutes les attentions et qui favorise la grande hydraulique, les cultures d'exportation, les productions sous contrat.

L'agriculture génère ainsi des déséquilibres et des contrastes de niveaux de vie que les récents choix désengagement de l'Etat risquent d'aggraver. Aussi, et afin de participer au développement du monde rural, de lutter contre le chômage et de fixer les populations dans leurs terroirs d'origine, surtout à l'heure du retour du local, de la réconciliation du développement avec son territoire, son histoire et sa culture, il serait opportun de revitaliser les méthodes de gestion collective des terres et de l'eau pratiquées par la *jmaâ*, structure communautaire traditionnelle édifiée sur les liens de solidarité et de responsabilité collective. Cela serait d'autant plus bénéfique que ces

terres sont justement situées dans les régions où la pauvreté et les déficits sociaux sont des plus grands.

Les terres collectives se distinguaient par leur statut juridique et leur mode d'organisation. On en distinguait ainsi deux types fondamentaux : collectif et *guich*. Au niveau de l'organisation et indépendamment de leur statut, les terres collectives se caractérisaient par l'existence d'une *jmaâ*, assemblée groupant quelques chefs de familles et représentée auprès de l'administration par un *naïb* coopté parmi les membres de la *jmaâ*, laquelle assure notamment la gestion des terres et des ressources hydrauliques communes (Lahlimi, 1978) (7).

Dans les terres collectives, la terre appartient à la collectivité, les membres de celle-ci n'ayant qu'un droit d'usufruit. Au niveau des terres *guich*, le droit de propriété revient à l'Etat qui en a cédé l'usufruit aux membres d'une collectivité, en contrepartie d'obligations militaires. L'exploitation de l'espace était régie par des règles communautaires (vaine pâture, calendrier commun des travaux) et par des contraintes imposées à la propriété privée (répartition équitable de l'eau, participation collective à l'irrigation, etc.).

S'agissant de traditions ancrées dans les esprits des communautés villageoises concernées, leur revitalisation pourrait prendre la forme de la constitution d'associations ou de coopératives par les populations des régions concernées, ce qui requiert, en tout premier lieu, le recensement exhaustif des terres concernées, ainsi que des populations cibles. La participation de ces dernières à cette action doit être volontaire pour garantir leur adhésion. Ce travail préparatoire doit être fait par les gouverneurs, avec l'appui des élus locaux et de ceux de la région. De petits projets pourront ainsi être lancés, notamment pour développer les cultures céréalières, celles de l'olivier et de la vigne ainsi que les activités propres aux régions forestières et la petite hydraulique, consistant à stocker et à répartir les eaux saisonnières et à réaliser le forage de petits puits.

Les villages de pêcheurs, une formule à instituer

L'importance des ressources en poisson des côtes marocaines favorise la constitution de villages de pêcheurs, aussi bien dans le nord que dans le sud du Maroc, et ce d'autant plus que la pêche artisanale y constitue une composante socio-économique importante (4). Toutefois, la multiplicité des sites de pêche, le nombre important des embarcations opérant dans les côtes marocaines l'absence de structures d'organisation rendent difficile le contrôle efficace de cette activité. La gestion communautaire des activités de pêche permettrait non seulement de suppléer ces insuffisances mais aussi de réaliser d'autres objectifs stratégiques tels que :

- contribuer au développement socio-économique des régions côtières concernées ;
- permettre le regroupement en villages de pêcheurs éparpillés le long des côtes ;

(4) Voir site internet de l'Office national marocain du tourisme.

- améliorer le niveau et les conditions de vie et de travail des pêcheurs artisans ;
- préserver la qualité des produits de la pêche ;
- assurer la transparence des transactions commerciales ;
- améliorer le niveau des disponibilités alimentaires d'origine marine ;
- créer de nouvelles opportunités d'emploi et améliorer le bien-être économique et social des pêcheurs et de leurs familles.

Les corporations dans l'artisanat et la petite industrie, des traditions communautaires à raviver

L'industrie participe pour plus de 19 % dans la composition du produit intérieur brut, participation assurée, pour l'essentiel, par des PME. L'agro-alimentaire, les industries textiles et du cuir et les industries chimiques et para chimiques représentent les filières dominantes du secteur. La métallurgie, la mécanique, l'électricité et l'électronique pèsent d'un poids moindre.

Pour sa part, l'artisanat participe pour quelque 1,5 % aux exportations totales du Maroc. Les activités de ce secteur comprennent les tissus, la sellerie, la céramique, les tapis et couvertures et l'ébénisterie de haute qualité. L'organisation de l'activité artisanale fut basée sur le système corporatif. Tous les artisans pratiquant un métier devaient ainsi constituer une corporation. Et la quasi-totalité des artisans était affiliée à une confrérie soufie. Cette interpénétration de la vie professionnelle et religieuse consolida davantage les liens de solidarité entre les membres des corporations.

Ces formules peuvent être reprises s'agissant d'activités non compétitives s'inscrivant dans le cadre des régions concernées. Elles seraient également très utiles pour les petits ateliers de réparation de voitures, de motocyclettes et d'appareils agricoles et d'électroménager.

Gîtes ruraux et chambres d'hôtes, une formalisation des traditions d'hospitalité

Le tourisme tient une place de choix parmi les activités du secteur tertiaire. Il compte pour près de 5 % dans la composition du PIB. Le Maroc dispose de façades maritimes avec un important potentiel de développement du tourisme balnéaire, des villes empreintes d'histoire et de culture, des montagnes vierges et des déserts pouvant favoriser un tourisme aidant au dépaysement total des visiteurs. L'avantage du coût par rapport à l'Europe, la liberté de voyage et la sécurité constituent également des atouts pour le développement du secteur. Les affinités culturelles avec l'Europe et sa proximité de même que l'exploitation des périodes de gel en Amérique du Nord constituent des atouts à exploiter.

Les autorités ont fait du tourisme un vecteur essentiel de la stratégie de développement. Mais là encore, la politique privilégiant les gros investissements et la clientèle de haut niveau devrait être complétée par

une autre ayant pour cible les classes moyennes. La formule des gîtes, notamment ruraux, peut constituer une alternative et favoriser, du même coup, par le contact avec d'autres peuples, l'amélioration des modes de vie des populations des montagnes et des régions lointaines. Les gîtes sont d'ailleurs devenus des acteurs incontournables du tourisme en France et en Espagne, pays où l'industrie du tourisme connaît un développement prodigieux, car cette formule permet de :

- contribuer à fixer les populations rurales par l'apport de ressources complémentaires ;
- participer à la valorisation et à la conservation du patrimoine et de l'environnement rural ;
- participer au développement local par l'augmentation de la capacité touristique.

3. Vers un nouvel art de gouvernance et des formules nouvelles de financement

Rôle d'accompagnement et d'encadrement de l'Etat

L'Etat, garant de l'intérêt général, ne peut plus jouer le rôle paternaliste de naguère au nom de l'intérêt général. Mais « il est aussi devenu difficile de défendre l'Etat minimum libéral simple exécutant de la volonté du gouvernement, car un simple prestataire de service pourrait être remplacé par un autre prestataire de service, par exemple privé. L'Etat, dans la version la plus libérale, n'a pas de légitimité propre (Trosa, 1999, p. 16) ». Il s'agit de rechercher un nouvel art de gouvernance, qui ne pourra plus être garanti par le seul jeu du marché, et de jeter ainsi « les bases d'une gouvernance – un art de gouverner, des institutions publiques, une pratique administrative – adaptée au siècle qui vient, capable de concilier la nécessaire prise en compte des interdépendances qui nous unissent et le respect de l'infinie diversité des êtres et des lieux, qui nous enrichit (Calame et Talamant, 1997, p. 14) ». Nous sommes donc loin de cette période de l'Etat providence où la puissance publique décidait à la place des citoyens. Ni les possibilités budgétaires, ni les objectifs retenus, ni l'évolution de la société elle-même ne permettent de revenir à cette approche.

Les difficultés budgétaires et les expériences de plusieurs pays, de niveau de développement différents, nous enseignent ainsi qu'il y a lieu d'être pragmatique en la matière et de chercher surtout à concrétiser les objectifs plutôt que de s'attarder sur la forme et sur les débats d'idées. En effet, « la société d'aujourd'hui est loin d'avoir atteint l'équilibre entre les apports respectifs du secteur privé et du secteur public. Certains facteurs idéologiques peuvent expliquer, en partie, cet état de fait. Cependant, la question la plus fondamentale qui consiste à se demander quel est le secteur qui offre la meilleure chance de mieux servir le citoyen n'est pas encore suffisamment claire pour permettre un choix définitif à ce chapitre (Ethier, 1997, p. 375) ».

Il en résulte que l'Etat doit surtout jouer, dans les actions proposées, un rôle d'encadrement, d'aide à la mise en œuvre par la seule implication technique de certains de ces services, mais sans la prise en charge budgétaire des actions elles-mêmes. Cette prise en charge, à laquelle l'Etat pourrait, toutefois participer au même titre que d'autres opérateurs, devrait être assurée par les populations concernées, directement, et avec l'appui des cadres originaires des régions concernées et marocains résidents à l'étranger originaires desdites régions. Cette participation serait assurée par la souscription à des emprunts de solidarité dont la nature, le mode de collecte et d'affectation seront présentés plus loin.

Les collectivités locales, un partenaire privilégié

Les collectivités locales ont un rôle de premier ordre à jouer dans l'appui à la mise en œuvre de tels projets. Par leur proximité et du fait-même de leur rôle, elles peuvent impulser fortement de telles actions car, il faut le souligner très fort, ces dernières ne peuvent en aucun cas être gérées à partir d'un centre de décision unique.

En effet, la décentralisation permettra un meilleur contrôle de leur état d'avancement, contrôle non point au sens administratif, mais plutôt politique et éthique du terme. Elle participera de l'effort de démocratisation du pays et évitera de concentrer la gestion de ces problèmes, qui relèvent par définition du ressort du local, entre les mains du pouvoir central. De ce fait et « en plaçant le pouvoir à proximité du citoyen, la décentralisation leur permet de participer réellement au choix, de suivre de près l'exécution des décisions et de voir dans les élus des représentants plutôt que des mandataires (Greffé, 1997, p. 361) ».

Mais, comme il ressort du *Rapport mondial sur le développement humain* du PNUD, « pour que les instances locales puissent répondre aux besoins de la population, ces deux sphères doivent communiquer en permanence. Une société civile bien structurée, bien informée, capable de recueillir et d'exprimer l'avis de la communauté est donc indispensable » (PNUD, 2003).

Cette participation des citoyens fait d'ailleurs partie des objectifs du millénaire pour le développement, comme ils ressort de plusieurs études et rapports d'organismes internationaux, tels le rapport sur le développement dans le monde où il est bien précisé que « les communautés retirées, qui vivent dans certaines des zones les plus fragiles disposent d'un modeste portefeuille de ressources qui pourraient les aider à sortir de la pauvreté, mais ces ressources sont rarement exploitées par les institutions locales et nationales. Une valorisation adroite de ces ressources dans des recherches et dans la production de services rentables permettrait à ces communautés de rattraper celles plus prospères et moins retirées. En fait, une gestion de ces zones orientée vers l'amélioration des conditions de vie doit prendre en compte le lien étroit qui unit le savoir-faire traditionnel et le conseil technique extérieur, débouchant sur la connaissance du potentiel et des limites de la zone considéré » (Banque mondiale, 2003, p. XVI).

Nécessité de nouvelles formules de financement pour ces programmes

Des emprunts de solidarité, pour des fonds communautaires

Des liens de solidarité continuent à relier les composantes de la société marocaine, liens qui permettent, aujourd'hui, d'amortir les conséquences des lourds déficits sociaux dont les conséquences auraient été, le cas échéant, dramatiques. Ce sont ainsi les réseaux familiaux, de parenté, d'appartenance à un douar (5), à une tribu ou à une région, qui constituent de véritables filets d'une solidarité, pour la plupart informelle, mais permettant au corps social de résister, voire de générer des réalisations sans lesquelles la situation sociale aurait été explosive.

(5) Le *douar* est un terme utilisé au Maroc pour désigner le village ou une composante de l'espace préurbain.

Il n'est, naturellement, pas question de chercher à formaliser toutes les actions de solidarité qui traversent ces réseaux ; personne n'en serait d'ailleurs capable. Ce qu'il faudrait, c'est la mise en place de mécanismes permettant à ces circuits de fonctionner davantage, voire de s'élargir pour embrasser des actions dépassant le strict cadre familial ou du groupe social restreint d'origine.

C'est ainsi que le lancement d'emprunts de solidarité auprès des cadres marocains exerçant dans l'administration publique, l'enseignement, les banques et les entreprises, ET des résidents à l'étranger, originaires des régions où les programmes seront mis en œuvre, pourrait encourager ces souscripteurs à placer une partie de leur épargne dans des fonds communautaires ayant pour objet le développement des programmes cités plus haut. Ce placement serait rémunéré par la distribution d'une partie des bénéfices, l'autre partie devant permettre de couvrir les charges de fonctionnement et l'autofinancement.

La réalisation de tels programmes ne pourra être que progressive. Elle devrait être supervisée par les structures administratives existantes telles que les agences de développement créées dans le Royaume ou par toute autre entité existante, car il est clair qu'une gestion rationnelle de ces fonds interdit de multiplier les instances et donc de grever l'épargne ainsi collectée de lourdes charges de fonctionnement.

Canaliser les fonds de la zakat vers des emplois productifs

La *zakat* est un prélèvement obligatoire de solidarité institué par l'Islam dont elle constitue d'ailleurs l'un des cinq piliers. Elle frappe aussi bien le capital circulant que l'argent thésaurisé. Aussi, s'il demeure sans emploi, ce dernier risque d'être complètement absorbé par son prélèvement. Le mot *zakat*, souvent traduit en français par aumône légale ou impôt social purificateur, signifie littéralement purification et épanouissement. Il est également lié aux notions de bénédiction, de croissance et de développement.

Au Maroc, la *zakat* a été supprimée, sous le protectorat, progressivement, par les nouveaux impôts cédulaires. Elle n'était plus dès lors gérée dans l'espace public pour être cantonnée, à l'instar d'autres obligations

religieuses, dans l'espace purement privé, signe d'une sécularisation progressive qui ne disait pas encore son nom. La collecte de la *Zakat* a emprunté depuis lors des circuits informels alors que dans d'autres pays musulmans, sa gestion est confiée à des organismes créés à cet effet.

S'il est difficile d'estimer l'enveloppe pouvant être mobilisée grâce à une collecte de la *zakat*, il n'en reste pas moins qu'une large composante de la société marocaine, parmi les gens éligibles à son versement, serait intéressée par son affectation, sinon à des projet de développement, du moins à des actions sociales au profit des pauvres.

Faire du financement extérieur une ressource d'appoint

Le pays a réalisé des progrès notables en matière de maîtrise de sa dette extérieure. Il dispose donc d'importantes marges de manœuvre en matière de financement extérieur. Par conséquent, celui-ci pourrait appuyer les programmes suggérés et ce par l'apport de l'assistance technique et par la prise en charge du coût du matériel nécessaire à la mise en valeur des terres, au forage et à l'achat de l'outillage nécessaire à la pêche. Le financement extérieur est encore plus utile pour la prise en charge d'actions de formation des bénéficiaires des programmes susmentionnés et pour l'échange d'expériences avec des pays où des pratiques d'économie et de finances solidaires sont plus avancées.

En guise de conclusion

La mise en œuvre de stratégies de développement a buté, jusqu'à ce jour, sur des écueils que ni la théorie économique dominante, ni l'économie de développement n'ont pu dépasser en raison notamment des visions généralistes qui ont sous-tendu les politiques économiques qui en furent tirées. Les poches de pauvreté et les autres facteurs de blocage ont achevé de faire que tout discours développementiste s'en trouvait ridiculisé. Et qui plus est, même les forces d'opposition qui surent développer naguère un discours critique et constituer, de ce fait, une force d'opposition ne manifestent plus la même ardeur d'antan dans la défense de leur vision du monde et du projet de société qui en découle.

Nous assistons pourtant, dans d'autres pays, développés et en développement, à l'éclosion d'une vision nouvelle de l'économie qui se soucie de l'impact social des politiques économiques et intègre les motivations éthiques, morales et religieuses dans l'explication du comportement des acteurs économiques et dans les politiques visant à infléchir ces comportements. Parallèlement, le développement d'économies et de finances solidaires permet aux sociétés civiles d'agir au lieu de se cantonner dans la position confortable d'opposants rejetant l'ordre économique et la mondialisation qui en accentue les contradictions.

Les actions proposées dans cet article, tout en s'inscrivant dans la perspective d'intégration des facteurs éthiques et en se basant sur une vision

solidaire de l'économie, tentent également de tenir compte des croyances, des traditions et de pratiques spécifiques à la société marocaine. Elles ont ainsi l'ambition de s'inscrire dans le cadre de la vision cherchant à mettre en place des ponts entre ces dernières et les valeurs modernes d'efficacité, de productivité et de rentabilité.

C'est ainsi que la revitalisation des valeurs communautaires et l'instrumentalisation de l'éthique de solidarité, avec comme corollaire la proposition de recourir à l'épargne solidaire pour financer de petits projets dans l'agriculture, la petite industrie, l'artisanat et le tourisme, visent, par l'action sur le comportement économique des bénéficiaires, à en faire non plus des assistés, mais des acteurs de la société de progrès et de développement tant recherchée. L'épargne, qui serait collectée par des services publics, permettrait le financement de petites unités constituées par des jeunes, chômeurs, diplômés ou non diplômés, dont l'Etat devrait assurer l'encadrement et la mise à niveau, rôle que les collectivités locales sont également appelées à jouer pour consolider la démocratie locale et mobiliser les populations des régions bénéficiaires.

Il va dans dire que la réussite de telles opérations ne peut réussir sans le lancement d'une campagne de sensibilisation et d'information des différents intervenants, campagne qui devrait être fondée sur l'idée que si l'Etat n'est plus en mesure de participer à la résorption du chômage par la création d'emplois dans l'administration publique, il lui appartient de rechercher les solutions appropriées et d'en piloter la mise en œuvre, car il ne suffit pas de répondre aux attentes des citoyens en les dirigeant vers un secteur privé qui n'a pas encore la possibilité de jouer pleinement le rôle qui lui est assigné, encore faut-il préparer à la fois ce dernier et les populations concernées en leur inculquant une éthique de responsabilité, laquelle est indissociablement liée aux valeurs tant décriées par la pensée libérale, mais que le capitalisme mondial a du mal à respecter, valeurs fondées certes sur la compétitivité et la productivité, mais aussi sur la solidarité et le respect des cultures et des personnalités respectives des différents peuples du monde.

Références bibliographiques

- Ait Haddouth Ahmed et Jaouad Mohamed (2003), *l'Economie sociale au Maroc, méthodologie et acteurs en présence*, Fondation du Roi Abdulaziz pour les études islamiques et les sciences humaines, Casablanca.
- Banque mondiale (2002), *Aux frontières de l'économie de développement*.
- Banque mondiale (2003), Rapport sur le développement dans le monde 2003, *Développement durable dans un monde dynamique, améliorer les institutions, la croissance et la qualité de vie*, Washington D.C.
- Calame Pierre et Talamant André (1997), *l'Etat au cœur, le Meccano de la gouvernance*, Desclée de Brouwer, Paris.
- Cerna Micheal M. (1991), « Using Kanowledge from Social Science in Development Projects », article de discussion de la Banque mondiale, Washington D.C.
- Ethier Gérard (1997), « Le management public et la performance », in *Performance et service public, réalités, enjeux et paradoxes*, Presses universitaires du Québec, Canada.
- Greffé Xavier (1997), *Economie des politiques publiques*, Dalloz, Paris, 2^e édition.
- Lahlimi Ahmed (1978), « Les collectivités rurales traditionnelles et leur évolution », in *Etudes sociologiques sur le Maroc*, Publication du *Bulletin économique et social du Maroc*, Rabat.
- PNUD (2003), Rapport mondial sur le développement humain 2003, *les Objectifs du millénaire pour le développement : un pacte entre les pays pour vaincre la pauvreté*, Economica, Paris.
- Rivero Oswaldi de (2003), « Le mythe du développement », *Enjeux*, Planète, Paris.
- Saint-Upéry Marc (2003), « Introduction » au livre de Amartya Sen, *l'Economie est une science morale*, La Découverte/Poche, Paris.
- Sen Amartya (2002), *Ethique et économie*, PUF, Paris, 2^e édition.
- Sen Amartya (2003), *l'Economie est une science morale*, La Découverte/Poche, Paris.
- Stiglitz Joseph (2002), *la Grande désillusion*, Fayard, Paris.
- Trosa Sylvie (1999), *Quand l'Etat s'engage, la démarche contractuelle*, Editions d'organisation, Paris.
- Zaoual Hassan (1999), *Du rôle des croyances dans le développement économique*, l'Harmattan, Paris.